

4 Économie

Financement de micro-projets/Partenariat BGD-FNAS Réponse aux besoins des Gabonais économiquement faibles

MSM

Libreville/Gabon

L'objectif général de cette convention-cadre qui fixe les conditions générales de financement des Activités génératrices de revenus (AGR), est de faciliter l'accès des Gabonais économiquement faibles au microcrédit, pour le financement de leurs projets.

LE Fonds national d'aide sociale (FNAS) et la Banque gabonaise de développement (BGD) ont décidé d'œuvrer ensemble pour répondre aux besoins et préoccupations des Gabonais économiquement faibles (Gef) en matière de financement de leurs projets. C'est dans ce sens qu'une

convention de partenariat entre les deux structures a été signée, mercredi, au cours d'une cérémonie organisée dans les locaux de la BGD. « L'objectif général de cette convention-cadre qui fixe les conditions générales de financement des Activités génératrices de revenus (AGR), est de faciliter l'accès des Gabonais économiquement faibles au microcrédit pour le financement de leurs projets de création, reprise ou développement des AGR éligibles au guichet FNAS », a indiqué le directeur général du Fnas Yvon Landry Ndjoye. En effet, depuis plusieurs mois, la direction générale du Fonds national d'aide sociale est engagée dans des discussions avec les établissements de microfinance et plusieurs banques



Photo : MSM

Echange de bordereaux entre Roger Owono Mba, administrateur directeur général BGD (à-g) et Yvon Landry Ndjoye, directeur général du FNAS.

de la place, en vue de la mise en place de partenariats financiers nécessaires au financement et au développement des Activités génératrices de revenus (AGR) des Gabonais économiquement faibles (GEF) tel que prescrit par la Stra-

tégie d'investissement humain du Gabon (SIHG). Pour l'administrateur directeur général de la BGD, Roger Owono Mba, « la mise en place d'un partenariat financier avec la BGD marque aujourd'hui une étape importante dans le processus

de mise en œuvre des AGR, car elle va permettre le démarrage effectif du financement des AGR, en dépit des difficultés d'ordre structurel rencontrées pour trouver un accord avec les établissements de microfinance. » Selon ce partenariat, le financement d'un projet AGR conforme aux critères d'éligibilité du FNAS sera assuré par un appui direct du FNAS à hauteur de 30 % maximum du coût total du projet, et un microcrédit de la BGD à hauteur de 70 % maximum du coût total du projet aux conditions définies par la convention. Selon cet accord également, les porteurs de projet bénéficieront d'une assistance technique de la BGD visant au renforcement de leurs capacités à la gestion d'une micro-entreprise.

Brèves

Afrique/Bourse. L'Afrique est la deuxième zone géographique la plus représentée dans l'indice MSCI Frontier Market après les pays du Golfe et du Moyen Orient, en fin juin 2015, avec un poids total de 27,18%. A ce jour, huit pays africains figurent dans l'indice MSCI Frontier Market, dont le Botswana, et le Zimbabwe. De même, deux pays sont représentés dans l'indice MSCI, relatif aux marchés émergents (Afrique du Sud et Egypte).

Afrique Australe/Insécurité alimentaire. Selon le secrétariat à l'Alimentation, l'Agriculture et aux Ressources naturelles de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le nombre de personnes qui connaîtront un déficit alimentaire dans la région est en progression. Ils sont passés de 24,28 millions de personnes lors de la campagne 2013/2014 à 27,41 millions lors de cette campagne, soit 13% d'augmentation.

Cameroun/Fraude à la boîte Sim Box. Entre le 12 et le 13 août 2015, Revector, compagnie spécialisée dans la détection des fraudes sur le Gsm dans le monde, a passé un millier d'appels-tests au Cameroun. « 700 appels ont été émis avec des cartes Sim des opérateurs Orange et Mtn. 65% de ces appels ont été émis de manière illégale », a confié le responsable de l'entreprise Andy Gent, au quotidien privé camerounais Mutations, à l'occasion d'un forum sur la fraude à la boîte à outils Sim (Sim Box), à l'initiative de la Muna Governance and Economics Forum (Mugef). Outre des pertes financières importantes, a-t-on appris, la fraude à la boîte à outils Sim serait à l'origine de la congestion souvent observée sur le réseau téléphonique, le bruitage, l'échec de certains appels émis, les longs délais observés dans l'établissement des communications.

Rassemblées par AJT

Intégration régionale

CEEAC : les indicateurs financiers au rouge

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

Le non-versement par plus de la moitié des États membres des arriérés et cotisations a pour conséquences aujourd'hui l'arrêt total ou partiel des projets et programmes, la menace de suspension des salaires des personnels ou pratiquement la mise sous le paillason de la clé de l'institution, si la situation ne trouve pas d'issue, prévient l'institution régionale.

LE secrétariat général de la Communauté économique

des États de l'Afrique centrale (CEEAC) traverse une période très critique de son existence, en raison du non-versement par plus de la moitié des États membres des arriérés et cotisations. Cette situation a pour conséquences, l'arrêt total ou partiel des projets et programmes, la menace du non versement des salaires des personnels ou pratiquement la mise au paillason de la clé de l'institution, si la situation ne trouve pas d'issue. La réunion du Comité des ambassadeurs des États membres de la CEEAC, qui s'est tenue le 5 août dernier à Libreville, sous la présidence du secrétaire général Ahmad Allam-Mi a permis de sonner l'alerte.

« L'amenuisement des finances de l'institution dû au non versement des contributions et au non respect des engagements des différents États membres à liquider leurs arriérés, conduit inéluctablement l'institution dans un état de récession », prévient le secrétariat général. En effet, la chute sensible des prévisions budgétaires de l'institution (42 milliards en 2015 contre 49,9 en 2014), le très faible niveau de mobilisation des contributions des États membres (seuls 3 États sont à jour: Congo, Gabon et Tchad) et le lourd fardeau des arriérés (31 milliards de FCFA en fin 2015 contre 8,5 milliards en 2006) sont autant des raisons à la base de la situation actuelle.

Pour tenter de remédier à la situation, plusieurs initiatives sont actuellement prises par le secrétariat général. A savoir, la réduction des dépenses de fonctionnement, la suspension des missions à l'extérieur du siège de la communauté (à l'exception de celles jugées prioritaires et celles prises en charge par les projets des partenaires de la CEEAC), la suspension de l'assurance maladie des ayants droit en dehors du pays du siège de la communauté, la suspension des recrutements et avancements des fonctionnaires et agents, la suspension de certains séminaires et ateliers et la suspension des acomptes et avances des salaires.

« La caducité et l'inadaptation de textes statutaires régissant le fonctionnement de l'institution recommandent également la nécessité de procéder à une réforme organisationnelle et fonctionnelle de la CEEAC », souligne l'institution régionale. Face à cette situation préoccupante, le secrétaire général de la CEEAC a décidé d'inviter les ambassadeurs des États membres à une réunion de leur comité, en vue de leur présenter le tableau de l'institution, afin que ceux-ci soient au même niveau d'information que les experts de la CEEAC, et qu'ils servent de relais entre la CEEAC et leur pays, dans la perspective d'une solution rapide et durable.

Atelier de mise à niveau des entreprises industrielles

L'appui de l'Onudi

LLIM

Libreville/Gabon

DANS le cadre de l'adoption d'un Programme régional de mise à niveau des entreprises et services liés à l'industrie pour le compte de l'Afrique centrale (PRMN-AC), les experts de la direction

générale de l'Industrie et de la Compétitivité, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), ont organisé, récemment, un atelier de sensibilisation à l'hôtel Méridien Re-Ndama. D'autres départements ministériels connexes ont été associés à ces échanges. À savoir ceux de la Forêt, des Mines, de l'Économie, du

Budget, des représentants de l'Union Européenne (UE), de la Cémac, de la CEEAC et ceux des PME/PMI. Pour le représentant de l'Onudi et chef du projet, Rafik Feri, le PRMN-AC fait partie du Programme d'appui au commerce et à l'intégration économique (Pacie) du 10e Fonds européen (Fed), financé par l'Union européenne et pi-

loté par la Cémac. Il vise un renforcement des capacités au niveau industriel. Le chargé d'études du directeur général de l'Industrie et de la Compétitivité, Jonas Mangoubou Boumanga, a rappelé que ce programme avait une triple ambition: devenir compétitive en termes de qualité, prix, innovation; suivre et maîtriser l'évolution des techniques et des

marchés et, enfin, créer des chaînes de valeurs transfrontalières. Le tout dans le contexte du processus de libéralisation et d'ouverture des économies. Le représentant de l'Onudi a annoncé l'ouverture officielle du PRMN le 10 juin dernier à Yaoundé au Cameroun, et s'est réjoui du succès de son expérimentation dans d'autres pays tel que le Sénégal.

COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 20/08/2015				FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du				
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	20/08/2015	4 826,50		
USD	1,1183	1USD =	586,566	1 USD	622,621	DOW JONES	20/08/2015	17 348,73		
CAD	1,4679	1CAD =	446,868	1 CAD	470,574					
JPY	138,5000	1JPY =	4,736	100 JPY	492,502					
GBP	0,7138	1GBP =	918,965	1 GBP	956,834					
CHF	1,0772	1CHF =	608,946	100 CHF	63751,47					
ZAR	14,4775	1ZAR =	45,309	100 ZAR	4711,56					
MAD	10,8760	1MAD =	60,312	1MAD	62,72					
CNY	7,1449	1CNY =	91,808	1CNY	94,56					

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
20-Août : 46,79**

CHANGEMENTS
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>